

Au-delà du risque la résilience ?

Grenoble, 5-6 décembre 2013

Maison des Sciences de l'Homme-Alpes



<http://www.msh-alpes.fr/fr/axe-risques-collectifs-vulnerabilites-resilience>



Pôle Alpin d'Etudes et de Recherche
pour la Prévention des Risques Naturels



09h30 Accueil

10h00 Introduction de bienvenue

Dominique RIGAUT, directrice de la MSH-Alpes

10h15 Au risque de la résilience : une aventure interdisciplinaire

■ Introduction

Le séminaire « Résilience » de la MSH-Alpes

Céline CHOLEZ et **Claude GILBERT**, Pacte, co-animateurs de l'axe Risques collectifs, vulnérabilités et résilience de la MSH Alpes

■ Pistes de réflexion d'une rencontre interdisciplinaire

Le collectif interdisciplinaire du séminaire « Résilience », MSH-Alpes

- La résilience : sortir des impasses de la vulnérabilité ?
- Les dynamiques ordinaires, une ressource pour la crise ?
- La résilience : une nouvelle forme d'injonction ?

12h30 Pause déjeuner – Buffet



14h00 Session n° 1 : La résilience, un nouveau paradigme pour les risques ?

Au cours des dix dernières années, des acteurs issus de différents milieux professionnels (recherche scientifique, entreprises, O.N.G., institutions) ont fait émerger la notion de résilience en s'interrogeant sur son intérêt en tant que nouveau paradigme des risques et des crises.

Sans que ces différents acteurs ne s'accordent sur une définition commune et consensuelle de la résilience, l'une des caractéristiques communes de leurs recherches et de leurs discours développés à partir de cette notion semble être la remise en cause d'une conception dite «classique» de la gestion des risques, dans le sens où elle serait principalement centrée sur la maîtrise ou l'éradication des phénomènes perturbateurs.

Historiquement, le concept de résilience fait suite au concept de vulnérabilité développé au cours des années 1990 par des communautés scientifiques issues aussi bien des sciences sociales que des sciences de l'ingénieur. La notion de résilience tend actuellement à la supplanter en reprenant les principaux arguments de cette grille d'analyse, tout en leur conférant une dimension prescriptive, en mettant notamment l'accent sur les capacités générales de résistance, de rebond et de régénération des systèmes. Cependant, la polysémie de la notion, ainsi que ses multiples résonances sémantiques, ne permettent pas d'affirmer s'il s'agit ou non d'un véritable renouveau conceptuel sans un examen approfondi de la façon dont les différentes disciplines et les différents secteurs de l'action publique s'en emparent.

Interventions

- **Résilience nationale face aux crises de sécurité globale**
Virginie KLES, Sénatrice d'Ille-et-Vilaine
- **Intégration et utilisation du concept de résilience dans les armées**
Frédéric COSTE, Chargé de recherche, Fondation pour la Recherche Stratégique - Paris (FRS).

15h30 Pause

- **La résilience, au-delà de l'effet de mode : controverses théoriques, exigences méthodologiques.**
Benoit LALLAU, Maître de conférences, CLERSE, Université Lille 1.
- **Entre vulnérabilité et résilience. La gestion internationale des risques et des catastrophes «naturelles»**
Sandrine REVET, Chargée de recherche, Sciences Po Paris-CERI.

09h00 Session n° 2 : La résilience, un nouveau référentiel pour la sécurité ?

Les tenants d'une approche dite « classique » des risques ont pendant longtemps considéré l'humain comme une source majeure de dysfonctionnements au sein des ensembles socio-techniques, du fait de sa prédisposition à l'erreur ou de son indisciplinisme. Au sein de cette approche, l'expert en maîtrise des risques semble être le seul habilité à déterminer les bons comportements et à inspirer des dispositifs permettant de limiter ce facteur humain : détrompeurs, systèmes automatisés, détecteurs électroniques, procédures de gestion de crise. À partir du début des années 1980, un certain nombre de chercheurs issus des sciences sociales est venu déconstruire cette approche dominante des risques, en proposant un premier renversement: plutôt que de ne s'intéresser qu'aux failles potentielles des systèmes socio-techniques, ne serait-il pas plus fécond de comprendre ce qui permet de rester exposé à de si hauts niveaux de risques, tout en étant confronté à aussi peu d'accidents ?

La notion de résilience s'inscrit dans cette nouvelle perspective des risques qui consiste finalement à s'intéresser non pas à ce que les acteurs devraient faire pour éviter l'accident mais à ce qu'ils font réellement, à ces rattrapages quotidiens qu'ils opèrent et à la manière dont ils réagissent aux incertitudes. Ce renversement entraîne la reconnaissance des compétences des acteurs de terrain (aussi bien ceux intervenant dans le fonctionnement et la gestion des activités à risque, que ceux pouvant en subir les effets), de leur capacité à appréhender les risques et à y faire face aux côtés (ou en parallèle) des experts institutionnels de la sécurité.

Pendant cette nouvelle approche objective considère encore trop peu les enjeux issus de la rencontre entre ces différentes conceptions de la gestion des risques et des crises : comment les différentes formes d'expertises (institutionnelles et « de terrain ») peuvent-elles être amenées à se compléter ou se confronter ? Comment répartir concrètement les responsabilités et les rôles entre chacun de ces différents acteurs ?

Interventions

- **De la sûreté à la résilience ? La démarche post-Fukushima du réacteur nucléaire de recherche grenoblois de l'ILL**
Véronique CAILLOT, Ingénieure Sûreté, Institut Max Von Laue - Paul Langevin, ILL, Grenoble
- **Quand parler de résilience ne parle qu'à ceux qui y ont renoncé**
René AMALBERTI, Directeur de la Fondation pour une Culture de Sécurité Industrielle (FonCSI), Toulouse et Conseiller Sécurité auprès de Haute Autorité de Santé
- **Derrière la résilience, l'oubli de l'organisation ?**
Mathilde BOURRIER, Professeure, Département de Sociologie, Université de Genève

12h00 Pause déjeuner – Buffet



13h30 Session n°3 : La résilience, une option politique ?

Dans la mesure où le concept de résilience signifie la capacité d'adaptation à une situation de crise plutôt que sa maîtrise, et que le plus souvent cette capacité est censée reposer sur des groupes ou des individus plutôt que sur un système général ou une institution, faut-il se demander s'il n'entérine pas une certaine reconnaissance de l'impuissance de l'État face aux risques et aux crises ?

La diffusion de la notion de résilience s'accompagne en effet d'un transfert des responsabilités. Dès lors que la question est autant de définir les risques, d'« y faire face » que de créer les conditions pour « résister » ou s'adapter aux situations de crises, la responsabilité tend à migrer en matière de risques. Elle est en effet de plus en plus reportée vers la société civile, au sens large du terme (population, O.N.G., producteurs de biens et de services, grands réseaux...) ainsi que vers les administrations intermédiaires, territorialisées (collectivités locales, métropoles...).

Autrement dit, la société civile est convoquée comme acteur, délivrant en partie les autorités traditionnelles (la classe politique, les administrations centrales) de leurs responsabilités, afin, semble-t-il, de favoriser ses propres capacités à gérer elle-même les risques et les crises.

Cette analyse semble probante dans le cas de l'administration Française, où l'émergence du concept de résilience est liée à la nécessité de repenser la gestion de la sécurité intérieure, dans un contexte général de re-privatisation des infrastructures vitales (eau, énergie, transports, communications, etc.). Néanmoins, il est aussi possible de trouver des utilisations du concept de résilience, notamment au niveau des institutions et des organisations internationales, qui soustraient au contraire le développement des services publics.

Il ne saurait ainsi n'y avoir qu'une seule lecture politique de la résilience. L'une des principales caractéristiques de ce concept est d'être « poreux » : il peut en pratique servir un spectre d'idées et d'idéologies très large, et les définitions qui lui sont attribuées dépendent largement du contexte dans lequel il est utilisé.

Interventions

- **Simplicité et localité : clés de la résilience politique**
Yves COCHET, Député européen
- **De quoi la résilience est-elle le nom (et comment en sortir) ?**
Hélène THOMAS, Professeure, Université d'Aix-Marseille
- **Vulnérabilité-résilience, de nouvelles coordonnées anthropologiques pour l'action publique**
Jean-Louis GENARD, Professeur, GRAP-Université Libre de Bruxelles

16h30 Clôture

Comité scientifique et d'organisation

Vincent Boudières, Parn
Léo Bourcart, Pacte
Christelle Casse, Pacte
Céline Cholez, Pacte, MSH- Alpes
Fabrice Cotton, IsTerre
Laurence Creton-Cazenave, Latts-Leesu-Laburba
Anne Dalmasso, Larhra
Geneviève Decrop, Pacte
Claude Gilbert, Pacte, MSH- Alpes
Anne-Marie Granet-Abisset, Larhra
Rémi Kouabéban, Lip
Auréli Landry, Lip
Céline Luttoff, Pacte
Isabelle Ruin, LTHE